

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

LILLE, 100, Rue de Paris
PARIS, 42, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Éclair

de Roubaix — Tourcoing

ROUBAIX: Téléphone 351-17
45, rue de la Gare, 45

TOURCOING: Téléphone 3-65
5, rue Fidèle Lohenoq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

LA GUERRE EN ETHIOPIE

LE GÉNÉRAL DE BONO est nommé Maréchal mais il est rappelé à Rome

LE MARÉCHAL BADOGLIO EST NOMMÉ HAUT-COMMISSAIRE POUR L'AFRIQUE ORIENTALE

LES TROUPES ITALIENNES POURSUIVENT LEURS EFFORTS POUR COUPER LES VOIES D'APPROVISIONNEMENT DES ETHIopiENS



Le Maréchal BADOGLIO

Rome, 16. — Le maréchal Badoglio est nommé haut-commissaire pour l'Afrique Orientale.

Le général de Bono est nommé maréchal et rappelé en Italie.

Le général Grimonl, commandant la division de Rome, est nommé vice-gouverneur de l'Erythrée.

Le maréchal Badoglio, marquis de Sabotino, qui vient d'être nommé haut-commissaire pour l'Afrique Orientale, est un spécialiste des questions coloniales. Il avait été gouverneur de Lybie en 1928. Durant sa carrière, il fut envoyé extraordinairement en Amérique du Nord (1921) et ambassadeur au Brésil (1924-1925). Il fut maréchal d'Italie depuis le 25 juin 1925 et sénateur depuis 1929.

Un effort en vue d'empêcher l'approvisionnement des Ethiopiens en armes et munitions

Rome, 16. — Un nouvel effort est fait par les Italiens dans la direction de la haute vallée du Togh-Fafan et vers le Togora et l'Enda-Morimi. Les armées d'Erythrée et de Somalie pourrnt établir entre elles des contacts armés amorceant ainsi la soudure des territoires.

Les routes par lesquelles l'Ethiopie

Le Général DE BONO

reçoit ses approvisionnements en armes, de la Mer Rouge, seront ainsi rendues inutilisables; l'Ethiopie ne pourrait plus se ravitailler que par une longue route de Karthoum, c'est-à-dire que pratiquement, elle serait isolée. L'ennemi ainsi menacé dans ses centres vitaux devrait abandonner son attitude passive.

On estime à Rome que si les Ethiopiens n'opposent pas alors de résistance, ce sera la preuve qu'ils ne sont plus en état de réagir de quelque façon que ce soit.

LE COMMUNIQUÉ ITALIEN

Rome, 16. — « Communique n° 474. — Le général de Bono télégraphie : « La colonne de Dukaïla et les éléments du premier corps d'armée continuent leur action de contrôle dans le territoire entre Arbi et Dessà. Le corps d'armée indigène continue ses opérations de nettoyage dans le Gheralta. Le second corps d'armée a complété l'occupation de la région de Tzembeia, prenant possession des gisements de fluore Tacazzé. Chefs et notables de la région de Tzembeia se sont présentés à nos autorités militaires pour faire leur soumission. L'aviation a bombardé des groupes adversaires dans la zone de Bula, au Sud d'Antalo. »

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

LE GRAND PROCÈS

BONNAURE connaissait l'identité de Stavisky

« Je ne suis jamais intervenu auprès des ministres, a-t-il déclaré, j'ai seulement travaillé avec honneur et probité »

Paris, 16. — Gaston Bonnaure, dont on s'occupe, cet après-midi, est le premier des accusés en liberté provisoire — il a quitté la cellule, où il avait été incarcéré le 13 février 1934, par arrêt de la chambre des mises en accusation du 7 mai dernier.

Afin d'être plus rapproché du président Barnaud, il a dû laisser, pour une journée, son banc du prétoire et a pris place aux côtés de ses défenseurs, MM. Maurice Flach, Jacques Sallard et Malzelus, devant une petite table, près de la barre des témoins.

Depuis quelque temps, une jeune femme de 31 ans, Mme Marie Surdiard, demeurant 33, chemin Feuillat, était sous la surveillance de la Sûreté lyonnaise, car des voisins l'avaient dénoncée comme élevant fort mal ses enfants le petit Elle, âgé de 4 ans 1/2, et René-Jean, de 2 ans.

Après le départ du policier, Mme Surdiard commença par verser une bouteille de vin; après quoi, elle calfeutra son appartement, ouvrit le robinet du gaz et s'étendit sur une chaise-longue en serrant contre elle ses deux garçonnets.

UNE FILLETTE MARTYRISÉE

A NANTES PARCE QU'ELLE NE MANGEAIT PAS ASSEZ VITE !

Rennes, 16. — Une institutrice de l'école de la rue des Vertais, à Nantes, ayant signalé l'état de malpropreté d'une de ses élèves Gisèle Gillet, six ans, les policiers demandèrent à voir la fillette qui était vêtue de vêtements en loques et avait une plaie au visage et l'oreille gauche remplie de sang.

LES DRAMES DE L'ENFANCE

UNE MÈRE INDIGNE S'ASPHYXIE A LYON avec ses deux garçonnets

Elle était menacée de poursuites pour mauvais soins à ses petits

Lyon, 16. — Un drame de l'enfance martyre qui a causé la mort d'une petite victime de 2 ans, s'est déroulé cette nuit à Lyon.

POUR SUIVI A VALENCIENNES pour excitation de militaires à la désobéissance...

...M. R. Guyot, secrétaire général de l'Internationale communiste des jeunes, a été acquitté

Le tribunal correctionnel de Valenciennes avait à juger, hier, une délicate affaire d'excitation de militaires à la désobéissance, dans laquelle était poursuivi M. Raymond GUYOT, secrétaire général de la Fédération des jeunes communistes de France et de l'Internationale communiste des jeunes.

LES MORTS DU JOUR

M. ÉMILE FRANQUI Ministre d'État belge

Bruxelles, 16. — M. Émile Franqui, ministre d'État, est décédé.

M. LÉO BOUYSSOU Député des Landes

Paris, 16. — M. Léo Bouyssou, député des Landes, a succombé, cet après-midi, d'une congestion cérébrale, en son domicile, à Paris, 54, rue de Bourgogne.



lui devient de tout premier plan, car la Belgique est alors aux prises avec de graves difficultés financières. M. Franqui, entrant dans le ministère d'Union Nationale, présidé par M. Jaspar, collabora puissamment à la stabilité du franc.

Constamment réélu depuis lors, il comptait parmi les plus anciens membres de l'Assemblée. Il avait été nommé vice-président de la Chambre dans de précédentes législatures.

« Je ne suis jamais intervenu en faveur d'Alexandre »

Gaston Bonnaure rejoint bientôt le cas assez rare des autres inculpés en déclarant qu'il savait que Serge Alexandre se nommait en réalité Sacha Stavisky. Il s'acharne à détruire les chefs d'accusation dont il aura à répondre au cours de son interrogatoire. Mais il le fait longuement et trop longuement peut-être, en avocat et en parlementaire.

Le rapport Cousin

Le procureur général Fernand Roux a quelques questions en réserve. Il s'adresse à Bonnaure :

A PROPOS DES CORTÈGES D'A. C. DU 11 NOVEMBRE, A LILLE

Dans notre édition du 12 novembre nous avons rendu compte des cortèges d'A. C. qui se sont déroulés à Lille et nos articles étaient illustrés par deux clichés superposés. Les légendes de ces photos synthétisaient le caractère de chacun des deux cortèges. C'est ainsi que nous mentionnions d'une part qu'il s'agissait du cortège de l'U.N.C. et, d'autre part de celui de l'A. S. A. C.

LE FÉTICHE SUR LE CAPOT

par ALBERT BOISSIERE

POUR LA CREATION D'UN AERODROME A YPRES

UNE MANIFESTATION FRANCO-BELGE S'EST DÉROULÉE HIER EN CETTE VILLE EN PRÉSENCE DES REPRÉSENTANTS DU MINISTRE BELGE DES TRANSPORTS ET DU GÉNÉRAL DENAIN, MINISTRE DE L'AIR



On voit, avant l'inauguration de l'Exposition, au centre le Commandant KAUFFMANN, représentant le Général DENAIN, Ministre de l'Air, quant à sa gauche M. RASSON-SIX, Vice-Président de la Fédération des Aero-Clubs du Nord de la France; VAN RENYNGHE, organisateur de la manifestation; BOTTLE, Président de l'Association Aéronautique du Nord de la France; à sa droite, M. le Major LAMBERT, représentant du Ministre belge des Transports; le Comte Arnold de LOOS CORSWAREN, Président des Clubs d'avions légers de Belgique; VAN DER GLOOTE, Bourgmestre d'YPRES.

Les Aéro-Clubs de France ont organisé hier une grande manifestation franco-belge ayant pour but de mettre sur pied le projet de création d'un aérodrome aux abords de cette ville et d'intensifier la propagande aéronautique dans les régions flamandes.

L'inauguration de la première Exposition Aéronautique d'Ypres

A 15 heures précises, les personnalités arrivèrent rue de Lille, au Musée Meuhelnyck, lieu de cette première exposition aéronautique.

« Une absurdité »

M. GUYOT, dès le début de l'interrogatoire, met les choses au point : « Le meeting n'était organisé en l'honneur de jeunes soldats. J'ignorais s'il y avait un ou plusieurs conscrits dans la salle. C'était un meeting public et ce dont je suis certain, c'est qu'il n'y avait pas de soldats en uniforme. »

Sur l'invitation de M. le président Adnet, le rapporteur ce qui fut sa conférence :

« J'ai défini d'abord la politique d'Hitler en me basant sur son livre : « Mein Kampf », politique dirigée contre l'I.R.S.S. et la France. J'ai expliqué alors la nécessité de conclure rapidement le pacte pour lequel MM. Laval et Staline étaient en pourparlers.

« Nous combattions, s'il le faut, avec le peuple soviétique et son armée rouge pour vaincre ceux qui menaçaient la paix dans le monde », et cela est conforme à la politique de mon parti. J'ai préconisé l'union de la France et de l'I.R.S.S. pour faire barrage à l'Allemagne nazie.

Les policiers sont affirmatifs

On entend les trois témoins de l'accusation, le sous-brigadier URBAIN et les agents PARIS et MICHAUD, de la sûreté valencienne. Tous trois sont affirmatifs. Ils déclarent qu'ils ont noté ces phrases au passage et qu'ils les ont remarquées parce qu'elles ont provoqué des applaudissements.

Un témoin qui n'était pas témoin

Il faut maintenant que l'accusation prouve qu'il y avait au moins un soldat ou un conscrit dans la salle du meeting.

Le prix Nobel de Chimie 1935



L'Académie de Sciences de Stockholm a décerné le Prix NOBEL de CHIMIE 1935 au Professeur JOLIOT-CURIE de Paris et à sa femme, Mme Irène Joliot-Curie, en récompense de leurs travaux sur les radionucléides.

Voici les époux JOLIOT-CURIE dans leur laboratoire, à PARIS.